



LETRE À TOUTES LES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE

- contre l'invasion de l'Ukraine déclenchée par l'État bourgeois russe, en inventant un régime fasciste pour justifier sa négation du droit à l'existence d'un État séparé des Ukrainiens, tant que le conflit ne se transforme pas en affrontement entre puissances impérialistes ;
- contre l'État sioniste qui est basé sur la colonisation de la Palestine, qui envahit et détruit le Liban, qui colonise la Cisjordanie, qui perpétue un génocide à Gaza.

Sur le territoire de la Palestine, l'armée de conquête et d'occupation est israélienne. Sur le territoire de l'Ukraine, l'armée de conquête et d'occupation est russe. Les communistes révolutionnaires n'ont rien à voir avec le pacifisme petit-bourgeois complice du sionisme et de l'impérialisme russe. Ils reconnaissent le droit des peuples opprimés à prendre les armes contre leur oppresseur.

Cela n'implique en aucun cas le ralliement aux gouvernements présents des États menacés (comme le gouvernement Zelensky, anti-ouvrier, chauvin, vendu à l'impérialisme américain) ou aux directions des mouvements des peuples opprimés (comme le gouvernement Hamas de Gaza, anticommuniste, clérical ; autrefois propulsé par Israël contre l'OLP quand celle-ci luttait pour la libération de la Palestine ; aujourd'hui lié aux régimes réactionnaires du Qatar, de l'Iran et de la Turquie).

Les travailleuses et les travailleurs ne peuvent faire confiance à aucune clique de la bourgeoisie. À l'époque de la décadence du capitalisme, la bourgeoisie ne peut plus conduire de lutte révolutionnaire. Pour libérer l'Ukraine, il faut se débarrasser de la bourgeoisie ukrainienne, s'adresser aux travailleurs de Russie et de toute l'Europe. Pour libérer la Palestine, il faut se débarrasser de la bourgeoisie palestinienne, s'adresser aux prolétaires des États impérialistes occidentaux (États qui informent, financent et arment Israël) et mobiliser les travailleurs du Proche-Orient (qu'ils soient arabes, kurdes, perses, turcs, juifs...). Seuls des partis issus de la classe ouvrière rassemblés au sein d'une internationale communiste en sont capables.

AXE 5 : CONTRE LES ILLUSIONS PARLEMENTARISTES ET LES FRONTS POPULAIRES, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS !

Les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, de la jeunesse en formation, des classes intermédiaires, des masses opprimées leur font croire que leur sort dépend d'élections, de référendums, d'assemblées constituantes, de combinaisons parlementaires, d'alliance avec telle ou telle aile de la bourgeoisie, présentée suivant les circonstances comme « antiimpérialiste », « antifasciste », « démocratique », « nationale » ou « écologiste ».

À l'époque de l'impérialisme, du déclin du capitalisme, correspond la stratégie de la révolution permanente. Les revendications nationales, démocratiques, sociales, économiques... sont indispensables mais elles ne peuvent être garanties que par une révolution dirigée par le prolétariat.

La seule classe progressiste est la classe ouvrière. Elle ne peut vaincre la bourgeoisie qui, en temps ordinaire, domine économiquement, idéologiquement et politiquement toutes les autres classes, qu'en prenant la tête de la lutte contre toutes les exploitations, toutes les dominations, toutes les offensives réactionnaires. La lutte pour l'hégémonie va de la participation révolutionnaire aux élections à l'insurrection armée (quand la majorité de la classe ouvrière postule au pouvoir à travers les soviets) en passant par la grève générale, le front unique ouvrier physique contre le fascisme, etc.

La stratégie communiste exclut au 21^e siècle tout ralliement à un bonaparte ou à un sauveur suprême, toute alliance avec un parti bourgeois, tout vote pour un candidat bourgeois ou pour un parti bourgeois. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

PROPOSITION

Nous proposons aux groupes, fractions, tendances, organisations communistes révolutionnaires de tous les pays, sur la base d'un accord global sur ces axes programmatiques :

- des déclarations internationales communes sur les questions principales de la lutte des classes mondiale (à commencer par le génocide à Gaza),
- les invitations réciproques aux conférences, congrès, camps de formation,
- des actions communes dans chaque pays où les organisations en accord coexistent,
- la préparation de thèses sur les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire...

afin de préparer la fusion au sein d'une organisation internationale (centralisée et démocratique) sur la base du programme communiste, premier jalon d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

18 novembre 2024

**COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE
(ARGENTINE, AUTRICHE, ESPAGNE, FRANCE, TURQUIE)**

<https://www.revolucionpermanente.com/>

CONSIDÉRANT 1 : LA MARCHÉ À LA BARBARIE

Le capitalisme pourrissant détruit l'environnement de l'espèce humaine. Il exploite de plus en plus féroce le prolétariat mondial tout en excluant actuellement de la production 400 millions de personnes, une réserve de main-d'œuvre qui grossit à chaque crise économique.

L'époque impérialiste est indissociable de la guerre. Il n'existe pas un « empire » de la bourgeoisie mondiale, un super-impérialisme mondial, une dictature mondiale des organisations capitalistes internationales (OCDE, FMI, BM, OMC...). Chaque fraction nationale de la bourgeoisie mondiale, quand la croissance économique s'affaiblit, multiplie les subventions à ses groupes capitalistes ou les mesures protectionnistes qui accentuent l'anarchie du capitalisme mondial. Les organisations interétatiques vont éclater ou dépérir. La division insurmontable de la classe bourgeoise mondiale entre États archaïques conduit inéluctablement, si le capitalisme n'est pas renversé, à de nouveaux affrontements entre grandes puissances impérialistes, probablement entre les États-Unis et la Chine.

Au fur et à mesure que les rivalités inter-impérialistes s'exacerbent, chaque bourgeoisie renforce son potentiel militaire, exalte son nationalisme et se prépare à d'éventuels affrontements. Les budgets militaires augmentent à des rythmes qui dépassent les limites imposées aux autres postes budgétaires.

- L'impérialisme américain veut conserver la suprématie. Les États-Unis cherchent ouvertement à renverser le gouvernement du Venezuela et organisent des blocus contre la Russie, la Corée du Nord, Cuba, l'Iran. Sous leur égide, l'OTAN multiplie les manœuvres militaires en Europe et s'est élargie à deux nouveaux États (Suède, Finlande). Avec l'Australie, le Royaume-Uni, ils ont formé une nouvelle alliance militaire pour la région indo-pacifique (AUKUS) qui vise directement la Chine. Les États-Unis et leurs alliés renseignent, financent et arment Israël.
- L'impérialisme chinois, jeune et dynamique, remet en question l'ancien partage du monde. La Chine rivalise avec les autres puissances pour s'assurer ses ressources en énergie fossile et en minéraux, pille les ressources halieutiques mondiales, achète des terres cultivables en Afrique, commence à installer des bases militaires à l'étranger... La bourgeoisie chinoise colonise le Tibet et le Xinxiang, se montre agressive envers le Japon, le Vietnam et Taiwan.
- L'impérialisme russe résiste à la pression de l'Allemagne à l'ouest et des États-Unis à toutes ses frontières en s'appuyant sur la Chine. La Russie tient d'une main de fer la Tchétchénie et occupe une partie de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie. Elle intervient ouvertement en Syrie, en Libye. Au Mali, en Centrafrique, au Soudan... elle pille les richesses minières au détriment de l'impérialisme français. Avec son petit bloc (OTSC), elle multiplie les manœuvres militaires conjointes qui incluent souvent l'Iran et la Corée du Nord.

La plupart des autres États se positionnent autour de ces pôles, sans que les alliances soient définitives. Et dans ce jeu d'influence, les peuples, en particulier ceux des pays les plus faibles, ne seront rien de plus qu'une monnaie d'échange ou, pire encore, un territoire pour tester la capacité de pillage et la force de l'un ou l'autre.

Face à la concurrence, aux besoins du militarisme ou à l'inflation galopante, la plupart des bourgeoisies reviennent sur les concessions sociales qu'elles avaient accordées. La classe dominante recourt systématiquement à la xénophobie et au cléricalisme, elle restreint les libertés démocratiques là où elles avaient été arrachées. Même dans les centres impérialistes les plus démocratiques, elle envisage de nouveau des options bonapartistes et fascistes.

CONSIDÉRANT 2 : LA CRISE DE DIRECTION

Cela met à l'ordre du jour la lutte du prolétariat pour la révolution sociale, pour la conquête du pouvoir, unique voie pour assurer la transformation du capitalisme pourrissant en socialisme mondial. Or, il n'y a plus d'internationale ouvrière de masse pour diriger ce combat : l'Internationale ouvrière a failli en 1914 quand ses principaux partis se sont ralliés à leur bourgeoisie durant la première guerre mondiale (« union nationale »), l'Internationale communiste qui devait la remplacer a elle-même facilité la victoire du fascisme en Allemagne en divisant de manière forcée le prolétariat. Ensuite, complètement bureaucratisée, elle a adopté l'alliance avec la bourgeoisie dite antifasciste ou démocratique (« front populaire ») et elle a empêché la révolution en Espagne.

La cession de la RDA à la bourgeoisie allemande, la restauration du capitalisme par la bureaucratie usurpatrice et privilégiée en Russie, en Chine et au Vietnam ont déporté le mouvement ouvrier mondial vers l’opportunisme et l’intégration à l’État bourgeois.

La lutte des classes ne cesse pas pour autant, mais la défense des conquêtes sociales et politiques, la résistance à l’exploitation et à l’oppression se heurtent à chaque pas à la collaboration de classe des bureaucraties syndicales (dans la plupart des pays dominés, aux États-Unis et en Chine aux mains d’une fraction politique de la bourgeoisie) et des partis ouvriers bourgeois anciens (« travailleurs », « socialistes », « communistes ») ou plus récents (PT au Brésil, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, DL en Allemagne, LFI en France…).

Durant la phase d’accumulation du capital qui a suivi la seconde guerre mondiale, les partis réformistes (partis menant une politique bourgeoise mais issus du mouvement ouvrier) et les directions syndicales se sont attribué le mérite des concessions démocratiques et économiques que la classe ouvrière a arrachées par ses luttes. Aujourd’hui, les partis ouvriers bourgeois, quand ils accèdent au pouvoir, n’ont à proposer que l’austérité budgétaire, le militarisme et la restriction de l’immigration. Les bureaucraties syndicales modèrent les revendications et freinent les luttes, pour ne pas nuire à « leur » bourgeoisie, quand elles ne s’associent pas aux licenciements ou aux reculs sociaux.

CONSIDÉRANT 3 : L’IMPASSE DE L’ANTIMONDIALISME ET DU PACIFISME

L’URSS dégénérée des années 1930, en même temps qu’elle faisait sombrer l’Internationale communiste dans le social-patriotisme, a lancé les conférences internationales « pour la paix et contre le fascisme » (Mouvement Amsterdam-Pleyel…). Après la dissolution de l’Internationale communiste et le tournant de la « guerre froide », la bureaucratie de l’URSS a multiplié ce genre d’initiatives pacifistes, aussi bavardes qu’impuissantes (Festival mondial de la jeunesse en 1947, Congrès mondial pour la paix en 1948, Appel de Stockholm en 1950…).

Dans la même lignée, le Forum social mondial lancé en 2001 était une sorte de front populaire international entre, d’une part, des églises chrétiennes, des partis écologistes et des gouvernements bourgeois (en particulier le gouvernement front populiste du Brésil) et, d’autre part, des bureaucraties syndicales, des partis réformistes et des organisations centristes (révolutionnaires en paroles, réformistes dans les actes). Le FSM s’opposait à la mondialisation, à la finance et au néolibéralisme, interdisait l’expression des partis ouvriers, défendait l’existence des États bourgeois et préconisait le protectionnisme. Le FSM est mort dans l’indifférence en 2021. Durant deux décennies, il n’aura servi qu’à empêcher de trouver une solution révolutionnaire et socialiste à la crise historique du capitalisme, qu’à retarder la construction d’une internationale ouvrière révolutionnaire.

De taille plus modeste, les deux colloques internationaux convoqués à Milan en 2023 et en 2024 par la secte Lotta Comunista (qui met sur le même plan la Russie et l’Ukraine, Israël et la Palestine, qui capitule en Italie devant la bureaucratie syndicale de la CGIL) ont réuni, sans aucun but, des anarchistes, des gauchistes et des centristes. LC a refusé d’emblée toute lutte révolutionnaire commune. Ces deux rencontres n’ont servi qu’à duper les prolétaires et à différer la résolution de la crise de direction du prolétariat.

Il est urgent de regrouper les révolutionnaires prolétariens du monde entier, pour agir ensemble sur la base du programme communiste !

AXE 1 : FACE À L’IMPÉRIALISME ET AU MILITARISME, DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE !

En retard de trente ans, plusieurs courants « trotskystes » croient que la Russie ou la Chine sont toujours des États ouvriers, ce qui justifierait l’oppression des Ouïgours, les menaces envers Taiwan, l’invasion de l’Ukraine.

Les mouvements petits-bourgeois prêchent aux masses la non-violence et le pacifisme ; selon eux les exploités des villes et des campagnes doivent rester désarmés, alors que les exploiters et les mafieux gardent le monopole des armes.

Les partis sociaux-impérialistes tentent de subordonner les exploités à leur propre bourgeoisie avide et brutale.

Avec ses propres méthodes, la classe ouvrière doit s’opposer à l’escalade militaire, à la marche à la guerre mondiale, à tous les blocs impérialistes, au militarisme :

- non au protectionnisme des pays impérialistes (EU, Union européenne, Chine, Japon, Royaume-Uni…),
- front unique ouvrier contre les budgets militaires, aucun vote d’un parti ouvrier pour les crédits militaires,
- destruction inconditionnelle des armes nucléaires, chimiques et biologiques des armées impérialistes sous le contrôle des travailleurs,
- fin de la recherche scientifique à des fins d’espionnage et de destruction,
- expropriation de toutes les entreprises capitalistes d’armement sous le contrôle des travailleurs,
- fermeture de toutes les bases à l’étranger et retrait de toutes les flottes des eaux internationales ou celles d’autres États,
- fin de la diplomatie secrète,

- abrogation de toutes les alliances militaires impérialistes,
- droits démocratiques pour les conscrits,
- remplacement de l’armée permanente par une milice indissolublement liée aux entreprises, aux quartiers populaires, aux villages, aux universités.

AXE 2 : POUR PRÉSERVER L’ENVIRONNEMENT, EXPROPRIATION DU CAPITAL !

Le capitalisme pourrissant détériore l’environnement de l’espèce humaine par le réchauffement climatique, la perte de biodiversité, les multiples pollutions, la détérioration des surfaces cultivables, la raréfaction de l’eau…

La division de la planète entre États rend quasiment impossible la lutte contre le réchauffement climatique. Le « capitalisme vert », les conférences internationales, la création artificielle de pseudo marchés (prix du carbone), la culpabilisation des consommateurs… sont des palliatifs. Le protectionnisme peint en vert, la « décroissance », le refus du progrès technique, le retour utopique à des communautés agricoles et artisanales coupées les unes des autres et reposant sur un travail physique long et exténuants sont réactionnaires.

L’écologie est une chose trop sérieuse pour être confiée aux partis politiques écologistes. Ceux-ci sont, au mieux, à leur naissance, petits bourgeois, mais deviennent bourgeois en s’installant dans l’État capitaliste. Quand ils accèdent au pouvoir, ils sont impotents quant aux plus graves problèmes de l’environnement. Ils cautionnent généralement le militarisme qui renforce la contrerévolution, les forces destructives et la pollution.

Pour résoudre les problèmes écologiques, pour en finir avec les énergies fossiles (schiste, charbon, pétrole, gaz naturel) tout en développant l’automation et l’interconnexion continentale des réseaux électriques, il faut exproprier le capital, supprimer les frontières, définir démocratiquement la production, ce qui passe par la révolution prolétarienne et la mise en place de la fédération socialiste mondiale. Pour que la révolution socialiste mondiale l’emporte à temps, il faut résoudre au plus tôt la crise de direction du prolétariat mondial.

AXE 3 : CONTRE LES BUREAUCRATIES SYNDICALES, INDÉPENDANCE SYNDICALE ET LUTTE DE CLASSE !

Pour contrer la division des rangs ouvriers et la xénophobie, il faut exiger le droit de libre circulation et d’installation pour tous les travailleurs et tous les étudiants, l’égalité des droits pour tous les travailleurs au sein de chaque État. Pour contrer le chômage, il faut imposer la baisse du temps de travail sans baisse de salaire, lancer des grands travaux sous contrôle des travailleurs et en finir avec le « marché du travail », collectiviser l’économie. Pour faire face aux licenciements collectifs, il faut imposer le contrôle ouvrier sur l’effectif et exproprier les grands groupes capitalistes.

Face à une offensive de l’État bourgeois contre les acquis sociaux, contre l’inflation, contre un coup d’État… la classe ouvrière doit prendre le chemin de la grève générale, de la grève tous ensemble jusqu’à la victoire. La question s’est posée en Grande-Bretagne et en France en 2023, en Argentine et au Bangladesh en 2024, etc.

Les bureaucraties syndicales, aidées par les partis réformistes et les organisations centristes ont empêché la grève générale en négociant les attaques avec leur gouvernement bourgeois, en appelant à des grèves dispersées ou limitées à une journée, en prêchant la confiance dans le parlement bourgeois ou l’espoir dans de futures élections, en laissant les travailleurs désarmés face à la police.

Les gauchistes désertent les syndicats parce qu’ils sont bureaucratisés et collaborationnistes ; les centristes capitulent devant les appareils syndicaux et tendent à s’y intégrer. Tous laissent les syndicats aux mains des bureaucraties corrompues.

Le prolétariat a besoin une internationale ouvrière révolutionnaire qui aidera à construire dans chaque État un parti ouvrier révolutionnaire, des fractions lutte de classe dans les syndicats de masse qui :

- affrontent en permanence les appareils corrompus par la bourgeoisie ;
- exigent la plus grande démocratie interne (votes de la base, droit de tendance…) ;
- combattent pour la grève générale quand le moment est venu ;
- luttent pour l’indépendance du syndicat vis-à-vis du patronat, de l’État bourgeois, de tout parti bourgeois ;
- favorisent le contrôle des luttes sociales par les travailleurs eux-mêmes (assemblés générales, élections de comités, centralisation des comités…).

AXE 4 : DÉFENSE DES MINORITÉS ET DES PEUPLES OPPRIMÉS, HÉGÉMONIE DU PROLÉTARIAT !

Dès ses débuts, au milieu du 19^e siècle, le communisme a combiné la lutte de classe prolétarienne, la lutte pour l’émancipation des femmes et la défense des peuples opprimés (contre l’esclavage aux États-Unis, pour l’indépendance de la Pologne et celle de l’Irlande…). Au 20^e siècle, les communistes révolutionnaires se sont prononcés pour l’égalité des femmes, pour le droit de se séparer des minorités nationales opprimées, pour l’indépendance inconditionnelle des colonies, contre le sionisme et la colonisation de la Palestine.

Aujourd’hui, il faut reprendre le flambeau de l’internationalisme prolétarien, en particulier :